

Communiquer pour faire valoir ses droits

L'année 2018 a marqué le 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Le texte se cadre sur le principe que "la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde" (DUDH, Préambule, 1948).

Selon le système international des droits humains, la responsabilité première de cette "reconnaissance" - c'est-à-dire de respecter, promouvoir et réaliser les droits des citoyens - revient aux États.

Dans un contexte tel qu'Haïti, où l'État est faible voire inexistant, la société civile joue un rôle important de mobilisation citoyenne pour promouvoir et demander le respect des droits de leur communauté. Le CRESFED, Centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement, travaille justement dans cette optique, à travers différents projets, notamment pour renforcer la concertation entre différents acteurs de la société (organisations communautaires de base, jeunesse, femmes etc.) et les autorités locales.

Cette approche de développement communautaire s'intègre donc dans une démarche de renforcement du processus de décentralisation en vue d'assurer une gouvernance locale plus robuste. On parle ici d'approche bottom-up ou ascendante qui veille essentiellement à inclure les bénéficiaires directs dans la recherche de solutions appropriées à leur cadre de vie pratique et à la protection de leurs droits.

En termes de droits humains, mon rôle de volontaire au sein du CRESFED consiste, en partie, à présenter différentes méthodes de communication pouvant être appliquées pour leur promotion et protection. Les outils de communication sont variés, de la campagne de plaidoyer requérant une préparation et une mise en œuvre sur une longue durée, à l'utilisation des réseaux sociaux permettant un dialogue et des échanges quasiment en temps réel.

Il s'agit de concevoir la communication non seulement comme un moyen d'expression, mais aussi comme un instrument de changement social. Un projet de citoyenneté dont les bénéficiaires sont des jeunes entre 18 et 28 ans dans la commune d'Aquin en province, au sud d'Haïti, illustre bien le potentiel de la communication sous ses diverses formes.

Dans le cadre de ce projet, j'assiste l'équipe du CRESFED dans la mise en place d'une méthodologie de formation destinée aux jeunes.

L'emploi de moyens de communication pour promouvoir et protéger leurs droits représente l'élément clé du projet : utiliser la communication pour lancer des initiatives de participation citoyenne.

Cette approche pratique et ludique de formation à la citoyenneté vise à encourager les jeunes à sensibiliser et à inviter d'autres jeunes de leur communauté à s'engager pour le changement social et le respect des droits humains. Cette mobilisation se fera grâce au théâtre forum, à des interventions radiophoniques, des montages vidéo ou encore la création de supports visuels pour transmettre leur message.

La mobilisation citoyenne représente un aspect crucial du processus démocratique d'un pays. Elle permet aux citoyens de faire valoir leurs droits à travers des demandes concrètes, directement liées à leur environnement social. Elle permet la participation aux affaires publiques pour un développement adapté aux réalités des communautés. Finalement, elle donne un porte-voix non pas à un seul individu, mais à toute une collectivité qui, par la communication, revendique une société juste.



Elise Golay
Volontaire en Haïti auprès du CRESFED

Point d'?

PROMOTION DES DROITS HUMAINS : différentes approches, un objectif commun | Mars 2019 - N°80



Edito – 1000 façons d'être un héros

Les droits humains ne tombent pas du ciel. Il faut des femmes et des hommes qui s'emploient tous les jours à les réaliser, à les promouvoir et, parfois, à les défendre. Ces personnes qui s'engagent pour les droits humains - qui volent au secours des plus démunis - sont les héros et héroïnes dont notre monde a besoin. Comment font-ils? Il existe mille façons.

Emma, par exemple, est partie en Ouganda pour lutter contre les violences sexuelles. La voilà qui contribue à la réalisation des droits des femmes. Éliminer toutes les formes de violence faites aux femmes, c'est aussi une contribution à la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Elise a choisi une autre approche et une autre région: en Haïti, elle développe les outils de communication d'une association locale, dans le but que les Haïtiens puissent mieux se faire entendre. Si l'on veut que nos messages pour exiger la démocratie et lutter contre la corruption soient entendus, encore faut-il savoir les exprimer.

Pour Carole, la communication, c'est avant tout avec les enfants du Salvador qu'elle l'entretient.

Sa façon de concrétiser les droits humains, c'est la "réadaptation à base communautaire", pour que les enfants en situation de handicap soient bien intégrés dans leur communauté.

Inspirant, n'est-ce pas?

Emma, Elise et Carole se sont levées un matin avec la même envie: sauver le monde! Elles l'ont compris, c'était peut-être un peu ambitieux. Alors que faire? Chacune d'entre elles a trouvé sa voie: une manière bien à elle de promouvoir les droits humains. On ne se lève pas en héros, on le devient. À mes yeux et aux yeux de toutes celles et ceux à qui elles viennent en aide, elles sont devenues des héroïnes.

Toutes ces personnes, de même que tous les volontaires d'Eirene Suisse, partagent le même objectif: promouvoir la paix et les droits humains. On l'a vu, il y a mille approches différentes, mille façons de contribuer à un monde meilleur. Et vous, quelle sera la vôtre? De qui serez-vous le héros ou l'héroïne aujourd'hui?

Patrick Matthey
Membre du comité d'Eirene Suisse

Sommaire

Edito: 1000 façons d'être un héros
Ouganda : Un jeu de tir-à-la-corde
Salvador : Sur le chemin de l'inclusion...
Haïti : Communiquer pour faire valoir ses droits



Un jeu de tir-à-la-corde

S'attaquer à la violence sexuelle basée sur le genre (VSBG) implique de s'efforcer à maintenir un équilibre délicat entre des problématiques conflictuelles. Au nord de l'Ouganda, dans un cadre post-conflit avec un taux élevé de VSBG, cet exercice de tir-à-la-corde suppose un engagement pour le droit des femmes et l'égalité femme-homme tout en travaillant de concert avec les décideurs culturels et religieux locaux, souvent peu enclins à partager leur pouvoir avec des femmes.

Une des raisons qui explique cette réticence à abandonner une partie de leur pouvoir trouve sa source durant et après la guerre. Un renversement culturel s'est produit qui a fondamentalement bouleversé les rôles traditionnels des hommes et des femmes au sein de la culture Acholi. Les déplacements internes massifs et les fréquents enlèvements de garçons utilisés comme enfants-soldats par l'armée rebelle ont eu pour conséquence que les hommes ne furent plus en mesure d'assurer leur rôle de pourvoyeurs et de protecteurs de leur famille. Les femmes ont été poussées à en endosser la responsabilité, générant une profonde crise identitaire pour les femmes et les hommes Acholi. Comme la paix s'est depuis réinstallée, les hommes cherchent à retrouver leur statut. Néanmoins, les nouvelles dynamiques créées autour des femmes qui, pendant la guerre, se sont trouvées à la tête des ménages, ne leur facilitent pas la tâche. En conséquence, ceux qui détiennent malgré tout le pouvoir voient d'un mauvais œil la promotion de l'égalité homme-femme.

HANDLE, mon organisation partenaire, a tout juste terminé la première année d'un projet de trois ans visant à prévenir la VSBG et à favoriser l'accès à des services légaux et médicaux pour les victimes. HANDLE utilise une approche pluridimensionnelle qui intègre notamment l'engagement d'hommes pour promouvoir le changement au sein de leur communauté (role model men en anglais, ou RMM). Chaque année, 30 hommes sont sélectionnés en tant que RMM. Ils sont enrôlés dans un programme visant à les transformer et les former comme porte-parole des droits des femmes et de l'égalité auprès des membres de leur village. Chaque homme a comme objectif d'atteindre dix ménages, auprès desquels il conduit des groupes de dialogue pour les couples en conflit, en partageant notamment des informations sur le mal causé par la VSBG et en promulguant quelques conseils sur la meilleure manière de gérer ces conflits. Cette approche a un effet multiplicateur puisque ces 30 hommes permettent d'atteindre 300 ménages par année dans des communautés difficiles d'accès.

Un autre angle d'approche du projet consiste, d'une part, à appuyer le développement économique et social des femmes en leur expliquant quels sont leurs droits. D'autre part, des Associations Villageoises d'Épargnes et de Crédits (AVEC), majoritairement féminines, sont

créées pour favoriser l'épargne et l'éclosion de micro-entreprises via un système de prêts. HANDLE met aussi régulièrement sur pied des dialogues communautaires avec les acteurs principaux (forces de police et corps médical et légal) afin d'améliorer la manière dont sont traitées les victimes. L'objectif est fixé à 100 cas par année.

Si travailler avec des hommes qui expriment souvent des idées empruntées d'une forme de masculinité toxique et des opinions négatives au sujet des femmes est définitivement un challenge, il n'est pas non plus toujours facile de travailler avec les femmes. Elevées dans une culture profondément patriarcale, elles ont elles-mêmes souvent des vues négatives sur leurs consœurs. 58% d'entre elles estiment par exemple qu'il est justifié pour un homme de battre son épouse lorsque celle-ci brûle le repas.

Promouvoir le droit des femmes en tant que droits humains signifie avancer à petits pas, comme s'il fallait percer des milliers de trous minuscules au poinçon dans une feuille de papier pour que la lumière puisse finalement y briller au travers.

Emma McGeachy
Volontaire en Ouganda auprès de HANDLE.

Sur le chemin de l'inclusion...

Longtemps le concept de "handicap" s'est focalisé sur la déficience de la personne elle-même, considérant le handicap uniquement comme un problème de santé. Grâce à la lutte du mouvement des personnes en situation de handicap, aujourd'hui, le handicap est reconnu comme étant le résultat de l'interaction d'une personne handicapée avec les différents obstacles environnementaux et sociaux rencontrés dans sa vie quotidienne. Cette interaction avec les barrières conduit souvent à la violation des droits fondamentaux de la personne en situation de handicap, l'empêchant de participer pleinement à tous les domaines de la vie à égalité avec les autres. En d'autres termes, le handicap engendre l'exclusion et constitue donc une question de droits humains.

"Los Angelitos", l'organisation avec laquelle je collabore depuis 15 ans en tant que physiothérapeute, est une association de familles avec enfants en situation de handicap qui luttent pour les droits et l'inclusion des enfants et jeunes handicapés dans tous les domaines de la vie. Selon le modèle social du handicap qui met l'accent sur les droits, l'association s'efforce de réduire les barrières dans la mesure du possible tant au niveau de la déficience de l'individu, en offrant une prise en charge en vue d'une réhabilitation intégrale, qu'à travers un travail de plaidoyer politique en faveur de la suppression des obstacles.

Notre méthodologie de lutte contre le handicap est la "réadaptation à base communautaire" (RBC), impliquant à la fois la personne elle-même et sa famille, mais également d'autres acteurs aux niveaux local et national dans les processus de réhabilitation intégrale et d'inclusion sociale des personnes en situation de handicap. Bien que ma tâche principale en tant que physiothérapeute soit de contribuer à la réadaptation physique des personnes handicapées, je suis impliquée dans tous les domaines de travail de l'association.

J'ai rencontré Cesar - appelé affectueusement "Cesarito" - vers l'âge de 6 ans. Atteint d'une myopathie qui ne lui a jamais permis de marcher, il vivait par terre. Bien qu'il habitât à côté de l'école, il n'allait pas en classe. Sa famille avait trop peur! Nous savions que nous n'allions pas arrêter la progression de sa maladie et que, tôt ou tard, la mort l'emporterait trop jeune. Ce que nous pouvions essayer, c'était de retarder autant que possible les conséquences de sa maladie et de parvenir à la plus grande intégration possible dans la vie quotidienne de sa communauté avec tous les autres enfants de son âge. Lors de nos visites tous les 15 jours, nous avons formé la famille à travailler régulièrement avec Cesarito pour ralentir les déformations de son corps mais aussi pour leur donner confiance et, ainsi, diminuer cette peur.

Nous avons réussi à le convaincre d'aller à l'école.

Il s'est avéré être un excellent élève. Après avoir fréquenté la neuvième année de l'école locale,

il a voulu obtenir son baccalauréat. Le problème, alors, a été qu'il devait assister aux cours le weekend au lycée situé à 3 km de chez lui. Nous avons trouvé la solution. Le matin, ses cousins le poussaient dans son fauteuil roulant. L'après-midi, c'est un professeur du lycée qui le reconduisait dans son véhicule à la maison. Cesarito a reçu son baccalauréat. Nous lui avons fourni un ordinateur et un de nos amis lui a donné un modem avec lequel il a pu se connecter à Internet. Dès lors, le monde de Cesarito s'est ouvert; il a voyagé partout et s'est fait des amis aux quatre coins de la terre. Nous avons pris contact avec une ONG qui l'a aidé à construire une petite pièce devenue un "cyber". À partir de ce moment, sa maison est devenue le centre de divertissement des jeunes de son village qui venaient télécharger de la musique, des films ou partager des parties de jeux vidéo. Cesarito a tout géré. Il en savait plus en informatique que n'importe lequel d'entre nous. Il est mort il y a un an, mais je peux dire que les quelques années qu'il a vécues, il les a vécu pleinement, comme tout autre enfant de sa communauté.

En cherchant la voie, l'inclusion est possible.

Carole Buccella
Volontaire au Salvador auprès de Los Angelitos et coordinatrice locale d'EireneSuisse.

